

RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL

Septembre 2012 – Décembre 2012

Consoeurs et confrères,

La période visée par le présent rapport a été extrêmement remplie pour notre syndicat, notamment par les négociations collectives qui ont eu lieu partout au Canada. En Ontario, même notre droit à la libre négociation collective est remis en question, comme nous l'expliquerons ci-dessous.

Des centaines de nos membres de la Colombie-Britannique ont dû dresser des piquets de grève dans le contexte d'un très dur mandat « zéro net » à la fin du régime libéral de la première ministre Christy Clark.

En Ontario, dans la foulée de la loi 115 qui a détruit le droit de négocier des travailleurs de l'éducation, dont 55 000 membres du SCFP, le premier ministre Dalton McGuinty a démissionné à la mi-octobre et a prorogé la législature ontarienne. La menace d'un projet de loi qui touchera le secteur parapublic en éliminant le droit à la négociation plane sur toutes les tables de négociation. Entre autres, ce projet de loi aura des effets sur le système d'arbitrage auquel ont recours les milliers de travailleurs de la santé de l'Ontario qui n'ont pas le droit de grève.

Les restrictions budgétaires et l'austérité sont à l'ordre du jour partout au pays, les gouvernements voulant réduire les déficits qui se sont accumulés avec la mise en œuvre de programmes de relance après la récession mondiale de 2008. Partout sur la planète, des gouvernements ont réduit les services publics et se sont attaqués aux employés du secteur public. Pourtant, loin d'être une solution, l'austérité compromet une économie mondiale déjà stagnante. Le 14 novembre, des millions de travailleurs ont participé à une grève générale dans plusieurs pays de l'Union européenne.

Sur la scène fédérale, le gouvernement Harper est en quête d'accords de libre-échange partout dans le monde. Le dernier exemple est l'Accord de promotion et de protection des investissements étrangers (APPIP) avec la Chine. Le gouvernement Harper a refusé de présenter cet accord au Parlement. Il semble que l'entente accorde aux Chinois des pouvoirs semblables à ceux du chapitre 11 de l'ALÉNA pour une durée de 31 ans. Au dernier décompte, plus de 75 000 personnes avaient inscrit leur opposition en ligne à cet accord.

Les discussions avec l'Union européenne continuent et l'Inde est le prochain pays sur la liste.

Ces enjeux rendent d'autant plus important le travail que nous faisons en matière de justice dans le monde. Au cours de ce troisième trimestre, j'ai eu le privilège de participer à une mission du Congrès du travail du Canada (CTC) en Chine en tant qu'invité de la Fédération des syndicats chinois (All China Federation of Trade Unions ou ACFTU). J'ai aussi dirigé une délégation du SCFP au congrès de notre syndicat mondial, l'Internationale des services publics (ISP), à Durban, en Afrique du Sud.

Jour après jour, je vois des militants et des membres du personnel du SCFP défendre les services publics et les membres du SCFP. Au nom de tout notre syndicat, je vous remercie pour ce que vous faites – c'est grâce à vous que les choses changent.

1. Négociations collectives et grèves

Les négociations demeurent difficiles partout au pays. Les membres de toutes les provinces doivent composer avec des mesures d'austérité d'une ampleur variée, les gouvernements essayant de réduire les déficits sur le dos des travailleurs du secteur public. Malgré ce dur climat, nous n'avons pas connu beaucoup de grèves, comme le montre le tableau ci-dessous. Pourtant, collectivement, le nombre de moyens de pression a été extrêmement élevé, en particulier en Colombie-Britannique.

PROVINCE	S. locale	EMPLOYEUR	N^{bre} de MEMBRES	Début de la grève	Durée
Ontario	3902	Collège de l'Université de St. Michael	40	15 nov.	8 jours

Après avoir essayé en vain pendant 13 mois d'obtenir une première convention collective équitable avec leur employeur, 40 chargés de cours, aides à l'enseignement et professeurs de l'éducation permanente du collège de l'Université de St. Michael, membres de la section locale 3902, ont dû déclencher la grève. La médiation a permis quelques percées, mais les pourparlers ont achoppé lorsque l'Université a refusé d'offrir la sécurité d'emploi aux membres. Une autre série de pourparlers avec médiation a abouti à un excellent protocole d'accord pour l'unité de négociation.

En Colombie-Britannique, les membres du SCFP des secteurs des universités, des collèges et des services sociaux et communautaires ont dû avoir recours à divers moyens de pression pour soutenir leurs efforts de négociation collective, qui se poursuivent depuis deux ans. Ces moyens de pression pouvaient être le refus de faire des heures supplémentaires, l'organisation de grèves du zèle ou de grèves tournantes, ou la prestation de services essentiels seulement.

Dans le secteur des universités, au moment de rédiger ces lignes, seule la section locale 3338 à l'Université Simon Fraser poursuit ses moyens de pression, les membres étant aux prises avec un employeur déterminé à imposer un régime de retraite à deux vitesses. Les membres du SCFP de l'Université de la Colombie-Britannique (sections locales 116, 2278 et 2950), de l'Université de Victoria (sections locales 917, 951 et 4163), de l'Université Northern British Columbia (section locale 3799) à Prince George, de l'Université Royal Roads (section locale 3886) à Victoria, et de l'Université Thompson Rivers (section locale 4879) ont tous ratifié leurs conventions collectives. Ils méritent nos félicitations, car ils ont fait ce qu'il fallait pour résister à un gouvernement de droite.

Dans le secteur des collèges, les membres de la section locale 4627 du SCFP au Collège communautaire de Vancouver ont entamé divers moyens de pression, y compris le retrait complet des services dans certains départements, le 20 octobre, pour appuyer leurs efforts en vue d'obtenir une convention collective. Tous les autres collèges communautaires ont signifié des avis de grève de 72 heures et ont mis en œuvre différents moyens de pression à partir de la semaine du 19 novembre.

Les moyens de pression ciblés ont commencé la semaine du 16 octobre dans le secteur des services sociaux et communautaires, où le SCFP compte 2 500 membres. Le gouvernement de la Colombie-Britannique maintient la pression sur les organismes de services sociaux, ce qui a des effets injustes sur des travailleurs qui sont parmi les moins bien payés de la province. Les membres des sections locales qui suivent ont tous participé à des moyens de pression au travail et manifesté devant les bureaux de leurs députés : la section locale 1936 du SCFP, travailleurs des services sociaux et communautaires du Grand Vancouver; la section locale 4601 du SCFP, Association pour l'intégration communautaire de Powell River; et la section locale 4775 du SCFP, Société pour l'intégration communautaire de Creston et du district.

2. Scène fédérale et Congrès du travail du Canada (CTC)

Front commun en faveur d'un Canada meilleur

À la mi-septembre, à Ottawa, j'ai assisté à une réunion de plus de 45 syndicats et ONG organisée par le Conseil des Canadiens.

Le but de la réunion était de discuter de la formation d'une large coalition pour riposter au gouvernement Harper et proposer des solutions positives pour le Canada. Entre autres, on organisera un sommet de la société civile à l'automne 2013 et on formera une grande coalition qui sera visible d'un bout à l'autre du Canada.

Projet de loi C-377

Le Conseil a passé en revue le travail effectué par le SCFP et beaucoup de ses membres, ainsi que par tous les affiliés du Congrès du travail du Canada pour empêcher l'adoption du projet de loi C-377. Le projet de loi C-377 est un projet de loi émanant d'un député qui veut obliger les syndicats à rendre publiques toutes leurs transactions financières de plus de 5 000 \$, ainsi que les salaires des dirigeants et membres du personnel gagnant plus de 100 000 \$. Le SCFP partage déjà ces renseignements avec ses membres pour des raisons de transparence interne, un principe fondamental de la démocratie syndicale. Toutefois, ce projet de loi exige que toute notre information financière interne soit divulguée publiquement. Même s'il s'agit d'un projet de loi émanant d'un député, il est nettement prioritaire pour le cabinet du premier ministre. Étant donné la majorité du gouvernement conservateur, le projet de loi a été adopté le 14 décembre, bien que par une faible majorité. Cela montre deux choses : l'efficacité du travail politique entrepris par le mouvement syndical dans ce dossier et les graves lacunes du projet de loi lui-même. En plus de s'en prendre injustement aux syndicats, sa mise en œuvre coûtera au gouvernement plus de 20 millions de dollars, sans parler de la gestion des contestations qui seront intentées en vertu de la Charte des droits, de la division constitutionnelle des pouvoirs et des lois sur la confidentialité des renseignements commerciaux et personnels. Le Conseil a convenu de poursuivre la lutte devant le sénat et d'appuyer les diverses contestations judiciaires qui seront entreprises si la loi reçoit la sanction royale. En même temps, nous devons préparer les organismes à charte à ces nouvelles exigences de reddition de comptes qui pourraient être en place dès 2014. Pour en savoir plus : <http://scfp.ca/action-politique/c-377-les-deputes-conservateurs-ont>.

RPC et RRQ – Campagne « La sécurité à la retraite pour tous! »

L'élection d'un gouvernement du Parti Québécois au Québec pourrait réorienter la politique québécoise, puisque le PQ a dit approuver la bonification du RRQ avant les élections. Cet appui sera un ajout important à la liste des gouvernements provinciaux qui sont en faveur de la bonification du RPC et du RRQ.

Le SCFP poursuivra sa campagne amorcée il y a trois ans auprès de tous les ordres de gouvernements, en collaboration avec le CTC. Nous ferons du lobbying auprès des ministres des finances des provinces et des territoires à leur rencontre de fin d'année.

Décisions de la Cour suprême

Cet automne, la Cour suprême a rendu deux importantes décisions. L'une, prise à l'unanimité par les neuf juges, conclut qu'un conseil scolaire de la Colombie-Britannique a fait preuve de discrimination à l'égard d'un élève en difficulté en ne lui offrant pas un accès adéquat aux services nécessaires pour répondre à ses besoins spéciaux.

La décision aura d'importantes conséquences positives pour les familles des élèves en difficulté, en plus de souligner le rôle critique joué par les aides à l'éducation membres du SCFP dans le système scolaire public.

Dans une autre décision unanime, la Cour a invalidé le brevet détenu par la compagnie pharmaceutique Pfizer parce que cette dernière n'avait pas rendu publics les détails du médicament dont elle détenait le brevet. Pfizer, faisant preuve d'une stupéfiante arrogance, tente de convaincre la Cour suprême de revenir sur sa décision unanime.

La protection des brevets est basée sur un échange de bons procédés : un monopole à durée limitée en échange de la divulgation de renseignements. La cause montre bien jusqu'où sont prêtes à aller certaines compagnies pharmaceutiques pour protéger leurs brevets. Il ne faut pas oublier que l'un des enjeux clés des pourparlers en cours entre le Canada et l'Union européenne dans l'AECG est la prolongation de la protection des brevets que demande l'UE au nom de multinationales pharmaceutiques, ce qui pourrait faire grimper les coûts des médicaments de plus de 2 milliards de dollars.

Campagne « Solidaires et capables : les droits des personnes ayant un handicap au travail »

Le 3 décembre, Journée internationale des personnes handicapées, nous avons lancé la campagne « Solidaires et capables : les droits des personnes ayant un handicap au travail ». Cette initiative, résultat des efforts acharnés du Groupe de travail national du SCFP sur les personnes ayant un handicap, vise à promouvoir chez les membres du SCFP une meilleure compréhension des droits des membres ayant un handicap au travail. La campagne se déroulera au cours des mois qui viennent et inclura notamment la distribution de fiches d'information, d'une brochure et d'affiches pour vos lieux de travail. Je suis heureux de signaler que de nombreuses divisions provinciales se joignent à la campagne et organisent leurs propres activités. Pour en savoir plus : <http://scfp.ca/handicap-vosdroits/solidaires-et-capables-les-droits-des>.

3. Le point sur les régions et les divisions de service

Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)

Le congrès biennal du SEH a eu lieu à Vancouver, du 5 au 9 novembre 2012. Un nombre record de 600 délégués y ont participé.

Les délégués ont accueilli le leader du NPD de la Colombie-Britannique, Adrian Dix, ainsi que le conférencier et invité spécial Stephen Lewis. Le confrère Victor Elkins a été élu président et la consœur Donisa Bernardo a été reconduite dans ses fonctions de secrétaire-trésorière. Je remercie sincèrement le confrère Ken Robinson qui a assumé la présidence du SEH au cours des quatre dernières années, et qui a été vice-président régional pour la Colombie-Britannique à notre Conseil exécutif national. Les délégués ont rendu hommage à la consœur Judy Darcy et lui ont décerné le titre de membre honoraire pour son travail exceptionnel dans ses fonctions de secrétaire et agente d'affaires du SEH. La consœur Judy sera candidate néo-démocrate de New Westminster aux élections provinciales de 2013.

Dans ce qu'on peut qualifier de pire affront à la solidarité et au mouvement syndical, le Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique (BCNU) a entrepris le maraudage de 7 000 infirmières auxiliaires autorisées membres du SEH. Malgré une solide campagne au cours de laquelle nous avons rencontré presque toutes les IAA en personne, ces dernières ont voté en faveur de l'adhésion au BCNU. En conséquence, le SEH et le SCFP perdent un grand nombre de militantes. Nous leur souhaitons néanmoins bonne chance tout en espérant sincèrement qu'elles reviendront un jour au SCFP.

Division du transport aérien

Le SCFP a obtenu une première convention collective pour le personnel au sol des Lignes aériennes Porter, à Toronto.

Les agents de bord d'Air Canada ont tenu une assemblée publique téléphonique au début de novembre pour discuter de différents enjeux, dont les projets d'Air Canada concernant un nouveau transporteur à bas prix. Air Canada et tous les syndicats du transporteur aérien continuent de faire pression sur le gouvernement fédéral en faveur d'un allègement des exigences de solvabilité du régime de retraite.

Après plus d'une décennie de litige, le SCFP a reçu, avec les Teamsters et l'AIM, une décision favorable dans sa poursuite contre l'ancienne compagnie aérienne Inter-Canadian. Comme pour l'ancien Canada 3000, nous avons pu obtenir une certaine indemnisation financière pour nos anciens membres.

Terre-Neuve-et-Labrador

Le SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador continue de faire valoir les préoccupations du mouvement syndical à l'égard de l'Accord économique et commercial global (AECG). Le confrère Wayne Lucas, président du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador, a publié une lettre d'opinion à ce sujet à la fin d'octobre.

Les militants du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador ont aussi été visibles dans leur appui aux travailleurs de la section locale 90916 de l'AFPC/UCET, en grève à l'aéroport de St. John's depuis la mi-septembre. Et notre syndicat a été très présent au congrès annuel des municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador, tenu à Gander au début d'octobre.

Nouvelle-Écosse

Le SCFP-Nouvelle-Écosse a joué un rôle très actif aux élections municipales et scolaires d'octobre. Douze membres, actifs et à la retraite, ont été élus et neuf autres ont été candidats sans avoir été élus. Nous sommes fiers de nos 21 membres candidats qui ont mené la bataille électorale pour protéger et améliorer les services publics. (Voir la liste annexée au présent rapport.)

Du 25 au 28 octobre 2012, à Truro, le SCFP-Nouvelle-Écosse a tenu sa rencontre annuelle de tous les comités, à laquelle ont assisté 135 membres et employés. Le groupe a interrompu ses travaux le samedi 27 octobre pour participer à des manifestations régionales contre les changements proposés à l'AE.

La section locale 759, qui représente un peu plus de 300 membres à la municipalité régionale de Cap-Breton, a demandé la conciliation lorsque les pourparlers ont échoué.

Île-du-Prince-Édouard

J'ai été enchanté d'assister à la rencontre annuelle des présidents du SCFP-Î.-P.-É. à Summerside, Île-du-Prince-Édouard, le 5 décembre.

Le SCFP-Île-du-Prince-Édouard a assuré une présence très visible à une manifestation organisée contre les changements proposés à l'AE, le 27 octobre, devant les bureaux de la ministre régionale Gail Shea, ainsi qu'à une conférence de presse tenue récemment avec le Conseil des Canadiens et le CTC.

Nouveau-Brunswick

Le SCFP-Nouveau-Brunswick a passé l'automne à organiser des réunions des comités d'action régionale (CAR) pour obtenir l'appui du mouvement syndical au droit à la libre négociation des employés du secteur public de la province.

Le samedi 27 octobre, les militants du SCFP-Nouveau-Brunswick se sont joints à des centaines de manifestants qui protestaient contre la réduction des prestations d'AE. Ils ont rencontré les manifestants du Québec au pont J.C. Van Horne, à Campbellton, au Nouveau-Brunswick.

Québec

La commission Charbonneau sur la corruption dans l'industrie de la construction au Québec a entraîné la démission du maire de Montréal et de celui de Laval. Le SCFP-Québec avait été le premier syndicat à exiger la tenue d'une commission d'enquête, en novembre 2009, sur les problèmes de privatisation et de pratiques corrompues en matière d'octroi de contrats.

La section locale 301, qui représente les cols bleus de Montréal, a obtenu une entente de cinq ans avant l'échéance de sa convention collective actuelle. La nouvelle entente prévoit des hausses salariales pour chaque année de la convention et met fin à un long problème de capitalisation du régime de retraite.

Une importante décision arbitrale sur le travail perdu par les membres du SCFP à cause de la sous-traitance a été rendue en faveur des cols bleus de Québec, membres de la section locale 1638.

Une grande campagne d'allégeance se poursuit dans les hôpitaux de la région de Québec entre notre syndicat et la CSN.

Ontario

Comme je le mentionne ailleurs dans le présent rapport, tous nos membres de l'Ontario se mobilisent contre la loi 115 (qui touchera 55 000 membres du SCFP du secteur de l'éducation) et contre un projet de loi visant le secteur parapublic qui, s'il est adopté, privera de leur droit à la libre négociation des centaines de milliers d'employés publics de tous les secteurs (sauf les municipalités et l'éducation, inclus dans la loi 115).

Plus de 1 000 membres ont participé à une assemblée spéciale de leadership à Toronto le 18 novembre 2012. Quelques jours seulement avant cette rencontre, le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, a annoncé qu'il démissionnait. Il a prorogé la législature provinciale et, pendant que les libéraux élisent un nouveau chef (à la fin de janvier), la province vit une période de grande incertitude.

Armées de l'appui indéfectible du SCFP national, les sections locales ontariennes participent à des assemblées extraordinaires organisées par le SCFP-Ontario pour se préparer aux batailles qui les attendent. Et chaque fois que je prends la parole devant nos membres de l'Ontario, je leur promets le soutien total de notre syndicat partout au pays. (Consultez le site Web du SCFP-Ontario à www.cupe.on.ca pour en savoir plus.)

Manitoba

Le 28 septembre, le SCFP-Manitoba, dans le cadre de sa campagne « Respect », a participé à la « Marche de Steve Braun pour les refuges » afin d'attirer l'attention sur le manque de services offerts aux victimes de violence familiale.

Les votes d'allégeance rendus nécessaires par la restructuration du secteur de la santé se poursuivent dans les régions rurales du Manitoba. J'ai eu le plaisir de participer à une assemblée virtuelle des membres de la région d'Interlake.

La campagne publique de la section locale 500 contre la privatisation et la sous-traitance à la Ville de Winnipeg continue, cette fois avec une publicité télé à laquelle le maire de Winnipeg a répondu par une poursuite. À l'évidence, il veut étouffer tout débat public.

Saskatchewan

Les délégués du SCFP-Saskatchewan se sont joints à des centaines de délégués du congrès annuel de la Fédération du travail de la Saskatchewan pour manifester, devant la législature, contre la gestion de l'économie par le gouvernement Wall et les changements prévus aux lois du travail de la province.

Ces changements comprennent notamment des amendes individuelles pour les travailleurs qui contreviennent à la Loi sur la santé et la sécurité de la province, ainsi que le retrait des dispositions relatives à la formule Rand pour la retenue automatique des cotisations en vertu de la Loi sur les syndicats de la Saskatchewan.

La section locale 2669 continue ses très longues et difficiles négociations avec le conseil de la bibliothèque de Saskatoon. Un bon tiers de nos membres à la bibliothèque gagnent le salaire minimum. (Voir l'annexe 2 pour une liste des candidats membres du SCFP aux dernières élections municipales en Saskatchewan.)

Alberta

La section locale 37, qui représente les cols bleus de Calgary, a remporté une grande victoire devant la Commission des relations de travail de l'Alberta et a pu conserver les droits de représentation du personnel du jardin zoologique de Calgary que la Ville avait transférés à la Société zoologique de Calgary.

La section locale 70, qui représente les travailleurs de la Ville de Lethbridge, a protesté contre les restrictions salariales imposées par le conseil municipal au personnel syndiqué de la Ville, pendant que les membres du conseil se votaient des hausses allant jusqu'à 20 %.

La consœur Marle Roberts, présidente du SCFP-Alberta, a appuyé les membres de la section locale 30 en demandant à la Ville d'Edmonton de s'opposer à la tentative du gouvernement Harper d'imposer la privatisation du système de train léger d'Edmonton (Light Rail Transit ou LRT).

Colombie-Britannique

Comme je l'ai mentionné dans la section sur les négociations collectives, j'ai eu la fierté de participer aux piquets de grève organisés dans le Grand Vancouver, avec le confrère Barry O'Neill, président du SCFP-C.-B. Les membres de la section locale 15 (Ville de Vancouver) ont ratifié une nouvelle entente de quatre ans, avec hausses salariales pour chaque année, et sans concessions.

Le SCFP de la Colombie-Britannique poursuit son excellente campagne « Ten-Percent Shift » qui mènera à la tenue d'un grand sommet économique des collectivités locales en février 2013.

Plus de 100 délégués se sont rassemblés à Richmond, en Colombie-Britannique, du 7 au 9 novembre 2012, dans le cadre de la conférence antiprivatisation du SCFP-Colombie-Britannique. La conférencière invitée, Shelley Carroll (conseillère municipale de Toronto), a vigoureusement défendu les services publics et invité les délégués à se rapprocher de la population en organisant des campagnes contre la privatisation.

Le 19 novembre 2012, j'ai eu le plaisir de me joindre au confrère Barry O'Neill (président du SCFP-Colombie-Britannique) lors d'une cérémonie tenue à la Colline du Parlement pour remettre à neuf membres de la section locale 873 (ambulanciers paramédicaux de la Colombie-Britannique) la médaille du Jubilé de la Reine pour leur service distingué à titre de professionnels des interventions d'urgence.

4. Rapport sur le recrutement

Les militants, les conseillers syndicaux et le personnel de l'organisation du SCFP de tout le pays sont toujours aussi occupés à répondre aux demandes de travailleurs qui veulent se syndiquer et être représentés par le SCFP. Au 30 novembre, le SCFP avait accueilli dans ses rangs 1 007 nouveaux membres répartis dans 16 unités de négociation au pays.

En plus des nouveaux membres, nous avons 15 demandes d'accréditation devant diverses commissions des relations de travail. Si elles se concrétisent, ces demandes feront croître l'effectif du SCFP de 6 780 membres. Le SCFP a aussi 42 campagnes de syndicalisation en cours d'un bout à l'autre du pays, ce qui pourrait mener à l'adhésion de 7 422 membres additionnels.

Le travail de syndicalisation va plus loin que l'accréditation de nouveaux membres; notre personnel doit aussi s'occuper des campagnes de représentation et de restructuration, qui aboutissent à des votes d'allégeance, après la vente d'une entreprise ou la restructuration de divers milieux de travail par le gouvernement. Le personnel et les militants du SCFP participent présentement à cinq campagnes de représentation visant 6 463 membres, la plus importante concernant la restructuration du secteur de la santé au Manitoba.

Nous pensons que les militants et le personnel seront aussi occupés en 2013 qu'ils l'ont été en 2012. Nous continuerons à recruter de nouveaux membres chaque fois que l'occasion se présentera et à défendre nos droits de représentation là où les membres du SCFP sont forcés de tenir des votes dans la foulée d'une restructuration du gouvernement, de la vente d'une entreprise ou de maraudages entrepris par des syndicats prédateurs.

5. Conférences et réunions stratégiques du SCFP

Conférence nationale sur la santé et la sécurité – du 12 au 14 octobre 2012 (Ottawa)

Plus de 500 délégués, dont au moins la moitié vivaient une première expérience, ont assisté à la Conférence nationale du SCFP sur la santé et la sécurité à Ottawa.

Et, autre première, la conférence abordait des questions d'environnement en plus des enjeux de santé et de sécurité au travail. La conférencière invitée, la D^{re} Linda Rae Murray, de Chicago, a prononcé un discours dynamique sur l'importance, pour le pouvoir des travailleurs, des luttes pour la santé et sa sécurité.

Le confrère Ed Thomas, ancien militant de la section locale 5167 (Ville de Hamilton), a parlé de ses efforts pour faire reconnaître par les Nations Unies le 28 avril comme date du Jour de deuil partout sur la planète.

Assemblée des employés du Service canadien du sang – Les 1^{er} et 2 novembre 2012 (Toronto)

Des délégués du SCFP et du SNEGSP ont assisté à Toronto à une assemblée des travailleurs du Service canadien du sang. Des délégués du SCFP de l'Alberta, du Nouveau-Brunswick, de la Colombie-Britannique (SEH) et du bureau national y étaient.

Ces réunions sont la seule occasion qu'ont les travailleurs du SCS de se rencontrer afin d'échanger et de discuter de stratégies pour faire face à leur employeur national unique. En plus des discussions syndicales internes, les délégués ont rencontré le chef de la direction et le vice-président du SCS.

Rencontre de stratégie sur le sida

Dans la foulée du document d'orientation stratégique adopté au congrès national de 2011, le SCFP national a organisé la deuxième rencontre nationale sur le sida à Ottawa, les 29 et 30 octobre 2012.

La rencontre a réuni autour de 50 militants et membres du personnel de cliniques du sida, notre Comité national du triangle rose et notre Comité national pour la justice mondiale. La rencontre de deux jours a abouti à des conseils stratégiques sur les moyens que peut prendre le SCFP pour continuer son travail en matière de sida sur les scènes locale, nationale et mondiale.

Conférence nationale sur les négociations

La toute première conférence nationale du SCFP sur les négociations aura lieu à Ottawa, du 5 au 8 février 2013.

Comme je l'ai mentionné à plusieurs assemblées publiques virtuelles avec les présidentes et présidents des sections locales du SCFP au début de décembre, la conférence a lieu à un moment critique pour notre syndicat, compte tenu des budgets d'austérité que l'on veut nous imposer et des attaques législatives contre notre droit à la libre négociation collective.

Forum sur les infrastructures municipales de la Fédération canadienne des municipalités (FCM)

Depuis le début de 2012, je siège au forum sur les infrastructures municipales de la FCM, qui discute des moyens à prendre pour obliger le gouvernement fédéral à combler le déficit d'infrastructure municipale de près de 200 milliards de dollars.

Le 8 novembre, je me suis joint à différents intervenants de la FCM à Toronto pour publier un rapport demandant au gouvernement fédéral d'accorder un financement à long terme et stable à l'infrastructure. De plus en plus, on croit que le gouvernement Harper veut lier le financement fédéral aux PPP, mais au sein de la FCM, la plupart sont d'avis que, bien que les PPP puissent être une option, ils ne sont pas indiqués dans toutes les situations.

6. Justice dans le monde et affaires internationales

Internationale des services publics (ISP) – Congrès mondial Durban, Afrique du Sud – du 27 au 30 novembre 2012

J'ai eu le plaisir de diriger la délégation de sept personnes du SCFP au congrès mondial de l'ISP. L'ISP, qui représente 20 millions d'employés du secteur public, se réunit en congrès tous les cinq ans. Cette année, les discussions ont porté sur les attaques lancées contre le secteur public partout sur la planète, le tout sous prétexte d'instaurer des mesures d'austérité dans la foulée de la récession mondiale de 2008.

La consœur Rosa Pavanelli, de l'affilié italien FP-CGIC, a été élue secrétaire générale de l'ISP pour le prochain mandat de cinq ans. Le confrère Dave Prentis (UNISON-UK) a été réélu président de l'ISP.

On a rendu hommage au travail effectué par le SCFP en Haïti dans l'aide à la construction d'un nouveau bureau pour la CTSP, affiliée de l'ISP. Le programme d'action de l'ISP, dont les délégués ont débattu pendant trois jours, établit des objectifs ambitieux pour les cinq prochaines années pour défendre les droits des travailleurs et les services publics.

Les « Cinq Cubains »

J'ai eu le plaisir d'accueillir une délégation de Cubains venus au Canada pour y parler de leur campagne contre l'incarcération injuste de cinq Cubains aux États-Unis. À notre réunion du Conseil de septembre, nous avons adopté une résolution de solidarité avec les Cinq Cubains et avons encore une fois écrit au gouvernement américain.

Mission du CTC en Chine – All China Federation of Trade Unions (ACFTU)

En octobre, j'ai participé à une mission de hauts dirigeants syndicaux du CTC en Chine. Nous étions les invités de la Fédération des syndicats de Chine (ACFTU). Nous avons rencontré des hauts dirigeants syndicaux, des représentants du gouvernement chinois ainsi que des représentants de l'ambassade canadienne en Chine.

On peut consulter le compte-rendu que j'ai présenté à la réunion du Conseil exécutif national à http://scfp.ca/updir/CTC_Mission_en_Chine.pdf. Il faut souligner que le droit à la libre négociation collective et aux processus de grief et d'arbitrage tel que nous le connaissons ici n'existe pas en Chine. L'ACFTU est à tous égards une créature du gouvernement chinois. Mais la rapide croissance économique de la Chine a mené à une importante agitation ouvrière et l'ACFTU tente pour la première fois de s'allier aux syndicats mondiaux, notamment à l'Organisation internationale du travail (OIT) et aux syndicats mondiaux participants aux réunions des pays du G-20.

7. Notes personnelles et *In Memoriam*

In Memoriam

J'offre mes sincères condoléances aux familles de la consœur Angela Bromley, retraitée du bureau national, décédée le 29 septembre 2012; du confrère Christopher Shield, retraité du bureau de Kingston, décédé le 27 octobre 2012; de la consœur Elisabeth Plettenberg, retraitée, dont le conjoint est décédé le 6 novembre 2012; et de Mme Maxine Kramer, conjointe de feu le retraité Mike Kramer, décédée le 21 novembre 2012.

Je souligne en outre le décès de Marvin Miller, ancien directeur exécutif de l'Association des joueurs de baseball.

Bien que certains considèrent les syndicats de sport comme des clubs de millionnaires, la vérité, c'est qu'il y a plus d'ex-athlètes pauvres que de millionnaires. Marvin Miller, ancien chercheur du Syndicat des machinistes et des Métallurgistes, a à lui seul syndiqué les joueurs de baseball de la ligue majeure qui, avant cette initiative, n'avaient aucun droit; même leur propre image (sur les cartes des joueurs) appartenait aux propriétaires des équipes.

Retraites

Je remercie et félicite sincèrement les membres du personnel suivants qui ont annoncé leur retraite.

La consœur Rachel Felteau – bureau national– 1^{er} novembre 2012
Le confrère Serge Boivin – bureau de Saguenay – 1^{er} janvier 2013
Le confrère Raymond Leclerc – bureau régional du Québec – 1^{er} janvier 2013
La consœur Ida Lépine – bureau d'Ottawa – 1^{er} janvier 2013
La consœur Lynn MacAskill – bureau régional de l'Alberta – 1^{er} janvier 2013
Le confrère Stan Marshall – bureau national– 1^{er} janvier 2013
La consœur Jeannine McDonald – bureau de Kelowna – 1^{er} janvier 2013
La consœur Lillian Dykau – bureau régional de l'Alberta– 1^{er} mars 2013
La consœur Elizabeth (Beth) Smillie – bureau de Saskatoon – 1^{er} mars 2013
Le confrère Robert Toop – bureau national – 1^{er} mars 2013
La consœur Donna Wright – bureau d'Oshawa – 1^{er} mars 2013
La consœur Lee-Anne Halifax – bureau de Trail – 1^{er} mai 2013
La consœur Lise Giroux – bureau national – 1^{er} juillet 2013

8. Conclusion

Enfin, je vous fais part de quelques nouveautés.

- Le confrère Toby Sanger, économiste principal du SCFP, a transformé son rapport économique trimestriel. Ce dernier s'intitule désormais « L'économie au travail ». Rédigé dans une langue simple, il analyse l'économie du point de vue des travailleurs. On peut le consulter à scfp.ca/subscribe.
- Les bulletins de nouvelles des sections locales sont l'un des moyens utilisés par les sections locales du SCFP pour informer et sensibiliser nos membres. J'en reçois beaucoup et je les lis tous. Si vous ne m'avez pas encore envoyé votre bulletin de nouvelle, n'hésitez pas à le faire!
- En 2013, le SCFP fêtera son 50^e anniversaire et nous célébrerons ce jalon tout au long de l'année, notamment à nos congrès des divisions du printemps 2013 et, bien sûr, à notre congrès national à Québec, en 2013.

J'ai deux demandes à vous soumettre au sujet de notre 50^e anniversaire :

Si vous avez un souvenir spécial de notre syndicat tiré de l'histoire de votre section locale ou du temps que vous avez passé au sein du personnel du SCFP, j'aimerais beaucoup que vous nous en fassiez part. Je ne peux pas promettre de les utiliser tous, mais je les lirai et les transmettrai à notre équipe du 50^e anniversaire.

Faites-nous connaître vos souvenirs, ils font partie de l'histoire de notre syndicat, une histoire que nous voulons conserver et partager.

Deuxièmement, si vous avez des épinglettes du SCFP qui dorment dans un tiroir quelque part, j'aimerais que vous songiez à me les envoyer. L'un de nos projets pour le 50^e anniversaire est de présenter l'histoire du SCFP racontée par les milliers d'épinglettes produites au fil des ans.

En terminant, je tiens à remercier tout spécialement notre directeur général des services nationaux, le confrère Stan Marshall, qui prend sa retraite à la fin de l'année. Stan est un syndicaliste talentueux et dévoué, en plus d'être un ami et, au nom de notre syndicat, je le remercie pour son excellent travail et lui souhaite bonne chance dans tout ce qu'il entreprendra au cours de sa longue et heureuse retraite.

Merci aussi à nos militants et membres du personnel pour tout ce que vous faites pour les membres du SCFP. Vous contribuez à changer les choses pour le mieux.

Je vous souhaite un Joyeux Noël et une bonne et heureuse année.

En toute solidarité,

Le président national,

PAUL MOIST

:jvp/sec

p.j.

Annexe 1

Élections municipales / scolaires en Nouvelle-Écosse – Octobre 2012

Nos plus sincères félicitations aux membres et retraités suivants du SCFP qui ont été élus :

- Section locale 281 – Steven Cotter – conseiller, ville de Trenton
- Section locale 835 – Joan Brewer (élue par acclamation au conseil scolaire de Yarmouth)
- Section locale 835 – Linda Gregory – district 3, municipalité de Digby
- Section locale 955 – Shirley McNamara – district 5, Richmond (élue par acclamation)
- Section locale 964 – Murray Goodwin – district 2, municipalité de Yarmouth (élu par acclamation)
- Section locale 964 – (ancien membre) Gérard LeBlanc – district 3, municipalité de Yarmouth (élu par acclamation)
- Section locale 1867 – Donnie MacDonald – district 2, comté d'Antigonish
- Section locale 2272 – Roderick Murphy – district 2, municipalité d'Argyle
- Section locale 2525 – Karen MacKenzie – district 6, comté de Colchester
- Section locale 2858 – Gail Smith – ville de Middleton (élue par acclamation)
- Section locale 3890 – (retraité) Terry Rhindress – conseiller, ville d'Amherst
- Section locale 4623 – Daniel Rector – district 7, comté de Cumberland

Nous remercions aussi les membres et retraités suivants qui se sont présentés mais qui n'ont pas été élus :

- Section locale 835 – Gillian Rowley – conseillère, ville de Yarmouth
- Section locale 2272 – Malcolm Madden – district 5, municipalité d'Argyle
- Section locale 2525 – Dawn McCully – conseillère, ville de Parrsboro
- Section locale 2525 – Kelly Milner – district 7, comté de Cumberland
- Section locale 3131 – Suzanne MacNeil – conseil scolaire régional de Cap-Breton Victoria
- Section locale 5047 – Jackie Barkhouse – MRH, district 3, Dartmouth South-Eastern Passage
- Section locale 5047 – Ian Wilson – MRH, district 15, Lower Sackville
- Section locale 5050 – Dave LeBlanc – district 11, MRCB
- Membre du personnel du SCFP – Larry Power – district 5, comté de Lunenburg

Annexe 2

Élections municipales / scolaires en Saskatchewan – 24 octobre 2012

Nous offrons nos sincères félicitations aux membres du SCFP qui ont été candidats aux élections municipales en Saskatchewan :

- Charlene Miller – section locale 4777 – conseil municipal de Prince Albert – réélue
- Tim Scharkowski – section locale 160 – conseil municipal de Prince Albert – élu
- Ann Iwanchuk – membre du personnel du SCFP – conseil municipal de Saskatoon – réélue
- Jackie Christianson – section locale 3766 – conseil scolaire séparé de Regina
- Candice McLean – section locale 8443 – conseil scolaire public de Saskatoon
- Penny Wallace – ancienne membre de la section locale 5512 – conseil scolaire public de Moose Jaw